

# *L'Alliance mondiale des peuples, un réseau de résistance stimulant*

Août 1998, *De Fabel van de illegaal*

I

«Si vous venez seulement pour m'aider, alors vous pouvez rentrer chez vous. Mais si vous considérez que mon combat fait partie de votre lutte pour la survie, alors nous pouvons peut-être travailler ensemble.»

Le Manifeste de l'AMP (Alliance mondiale des peuples) commence par cette citation d'une Aborigène. *De Fabel van de illegaal* voit dans cette citation une invitation explicite à promouvoir la solidarité internationale mutuelle. (...)

Nous croyons que le Manifeste de l'AMP offre une analyse claire, cohérente et solide des questions internationales liées au «libre-échange». Les auteurs, les participants au congrès de l'AMP, n'ont pas épargné les autorités et ne tentent pas de pallier ou de nier les conséquences désastreuses du néolibéralisme. Le capitalisme est, à juste titre, présenté comme une organisation délibérée de l'économie et de la société par certains groupes d'individus, et non comme un développement historique inévitable ou un phénomène naturel. Sur ce plan, l'AMP se différencie des idéologies dominantes actuelles, conservatrices et libérales, mais aussi social-démocrates. Très consciemment, l'AMP marche sur les traces de la gauche révolutionnaire, anti-impérialiste.

Nous avons des affinités profondes avec les organisations qui participent à l'AMP. Leur lutte est notre lutte. *De Fabel van de illegaal* est né à partir de l'idéologie anti-impérialiste. La solidarité internationale est notre priorité. Nous luttons pour une société socialiste et féministe et nous considérons que, pour atteindre cet objectif, il faudra un changement radical des conditions sociales et matérielles. Pendant longtemps, le mouvement de solidarité international, aux Pays-Bas, plaçait tous ses espoirs dans des révolutions au sein des pays de la «périphérie». Il considérait généralement que la révolution allait commencer dans ces régions du monde, parce qu'en «Occident» elle n'était plus vraiment possible.

Quelques années ont passé, l'impérialisme et la domination économique mise en place par la «mondialisation» ont démontré leur force. Des changements fondamentaux ne peuvent plus se produire dans une seule zone ou un seul Etat. Certaines tendances radicales au sein du mouvement de solidarité occidental ont toujours affirmé que la misère dans les pays pauvres était organisée et provoquée par l'élite qui dirige les pays riches. C'est pourquoi, si les mouvements révolutionnaires des pays riches veulent vraiment montrer leur solidarité avec les habitants des pays pauvres, ils doivent entreprendre la lutte sur leur propre sol.

(...) La citation de la femme aborigène mentionnée au début de cet article met le doigt sur l'essentiel; comment une lutte pour notre propre «survie», par exemple pour nos droits sociaux, notre environnement et pour davantage de démocratie, peut-elle coïncider avec notre solidarité vis-à-vis des réfugiés? (...).

## **II – La crise de la gauche révolutionnaire**

L'absence d'un puissant mouvement de la gauche révolutionnaire est liée à la «crise mondiale de la gauche» qui dure depuis la fin des années 1980. Auparavant, l'extrême gauche néerlandaise était beaucoup plus forte et impliquée dans les différents mouvements sociaux. Beaucoup de groupes et de publications ont disparu. Les idées et les idéaux révolutionnaires sont de plus en plus édulcorés, et ce n'est plus «à la mode» d'appartenir à l'extrême gauche. Depuis la création de *De Fabel* en 1990, tel a été le climat politique auquel nous avons dû faire face aux Pays-Bas.

La crise de la gauche est également provoquée par la détérioration croissante de la situation politique mondiale, comme le décrit justement le manifeste de l'AMP. (...) Pratiquement nulle part dans le monde, la gauche radicale n'a de prise sur les événements, et certainement pas en Hollande. Un manque de vision est certainement l'une des raisons de cette crise. Nous ne semblons pas réussir à actualiser nos idées et nos idéaux à travers des discussions mutuelles. La gauche révolutionnaire ne réagit qu'à un centième des attaques du système, et souvent en lançant des actions volatiles et des campagnes impuissantes.

En même temps une campagne politique de calomnies a été lancée par le chef du parti de droite VVD contre tous ceux qui sont ou ont été de gauche. Les idées de gauche sont qualifiées de «politiquement correctes» (sous-entendu, elles proviennent d'idéologies politiques dogmatiques et ne doivent pas être prises au sérieux), «peu réalistes» ou même «criminelles». Les leaders d'opinion de droite prétendent que nous avons atteint la «fin de l'histoire». Les anciens sociaux-démocrates plaident pour une politique «raisonnable» et veulent que nous commençons tous à penser en

termes de «marché». Ceux qui osent formuler des critiques fondamentales du système sont ridiculisés ou ignorés. De plus en plus de gens ne peuvent même pas imaginer que de telles idées radicales puissent exister. La gauche révolutionnaire est presque totalement absente de l'arène politique, et attire donc très peu de personnes.

Notre impuissance en tant que gauche radicale a également un lien avec notre absence d'unité. Nous venons de différents mouvements révolutionnaires. Nous donnons la priorité à des luttes différentes: de l'anti-racisme à la lutte pour un revenu garanti, de l'écologie au féminisme. En plus nous nous spécialisons dans des formes d'activités différentes: du lobbying à l'action directe, en passant par la recherche. Nous nous concentrons sur nos propres actions et discussions internes. Nous investissons toute notre énergie dans la construction de notre réseau de sympathisants ou d'abonnés à nos publications. Et chaque groupe fait ses propres choix. Heureusement beaucoup d'individus militent dans plus d'un groupe; cela crée au moins certains contacts. L'impuissance de ces petits groupes augmente la possibilité que chacun se concentre sur des objectifs «réalistes» et «possibles». On perd alors facilement de vue les idées fondamentales de la gauche révolutionnaire.

### **Combattre la crise**

La crise de la gauche n'est même plus mentionnée dans nos journaux ou discussions. Beaucoup semblent avoir accepté notre position marginale. Les groupes qui subsistent continuent leurs activités, mais ils ont considérablement ajusté leurs buts. Nous pensons que la situation doit changer radicalement, mais beaucoup de gens ne croient plus que ce soit vraiment possible. Il y a cependant eu quelques tentatives, dans les années 1990, pour affronter cette crise.

Au début de 1991 quelques cercles de la gauche radicale ont lancé la revue *Konfrontatie* (Confrontation). La plupart des militants impliqués avaient eu l'expérience d'un mouvement radical relativement fort et massif. Beaucoup de choses semblaient alors possibles, mais leurs espoirs ont été brisés. La compréhension que la gauche traverse une crise est récente. Beaucoup de gens se sentent perdus. Dans une telle situation, *Konfrontatie* a essayé d'organiser une discussion sur l'«analyse des luttes dans la société et comment celles-ci se connectent et se relient; sur les formes d'organisation, les alliances, la formation du pouvoir, les stratégies et les différentes méthodes de lutte». Le comité de rédaction pensait que les groupes révolutionnaires «se limitent seulement à telle ou telle partie des problèmes, et visent davantage les effets du système que les forces qui le sous-tendent. L'idée de la solidarité mutuelle, du combat commun, a été écartée». *Konfrontatie* se considérait comme «un moyen pas un but» afin «de débloquent une situation qui était bloquée». «Cette discussion a pour nous des implications pratiques, nous devons développer une conscience active, et il faudra en tirer des conséquences politiques et organisationnelles», déclarait l'éditorial du premier zéro.

À partir des mêmes bases, un an avant, nous avons créé notre centre politique local De Invalshoek et le journal *De Peeraar*. Nous avons bien sûr discuté du projet de *Konfrontatie*. «Nous pensons que la crise de la gauche révolutionnaire ne peut seulement être imputée à l'absence d'une analyse claire et globale de la structure du monde, mais qu'elle reflète aussi le manque d'échanges entre la pratique et l'analyse ; or, jusqu'ici, *Konfrontatie* n'a pas abordé cette dimension», écrivions-nous en été 1992. En dehors du climat politique défavorable, cela a sans doute été l'une des raisons de l'échec de *Konfrontatie*. Quand cette revue s'est dissoute en 1995, les rédacteurs se sont demandés si «les objectifs avaient été placés trop haut dès le début, et si cela les avait rendus irréalistes». Nous ne pensons pas que ce soit le cas.

En 1994, le projet «Derde Kamer» (la «Troisième Chambre») qui voulait créer une plateforme populaire à côté des deux chambres parlementaires de l'Etat néerlandais, et contre elles, tenta de nouveau d'arrêter la crise de la gauche radicale. La Derde Kamer souhaitait être un large «mouvement de base», «novateur» qui «unirait ceux qui veulent vraiment travailler sur les problèmes sociaux». Priorité devait être donnée à la «coordination des militants de gauche au sein d'un vaste mouvement, et au développement d'un système démocratique alternatif au sein de Derde Kamer. Un programme politique sera ensuite élaboré». À Leiden nous avons pris l'initiative de créer une section locale de Derde Kamer. L'imprécision politique du projet et le manque de soutien mirent prématurément fin à cette initiative. Au niveau national, il apparut également qu'il n'était pas possible de créer une «gauche rajeunie» par le projet de la Derde Kamer.

Durant le sommet européen d'Amsterdam au printemps 1997, la coopération pratique entre les groupes parut soudainement et à nouveau possible. C'était quelque chose qui avait semblé impensable pendant longtemps. Pendant les marches européennes vers Amsterdam, auquel nous avons participé localement, et également durant le sommet des groupes de base et les manifestations, les rassemblements et les campagnes dans les rues, beaucoup de groupes se sont retrouvés. Mais après le sommet européen tous ces liens ont disparu, seuls quelques contacts informels ont perduré. Un an après, beaucoup de groupes ont participé à la campagne contre l'AMI. Malheureusement, cela n'a jusqu'ici suscité ni coopération véritable ni discussion solide. Beaucoup de militants viennent faire un tour et s'en vont. Pour notre part, nous avons commencé à travailler davantage au niveau national et avons l'intention de continuer la campagne contre l'AMI et de construire le réseau des groupes de bases

### **Nouvelles initiatives, nouvelles chances**

(...) Nous pensons qu'il existe de nouvelles possibilités de maîtriser la crise de la gauche et souhaitons saisir des deux mains ces occasions. De nouvelles personnes s'intéressent à nos idées, de nouvelles énergies se dégagent. Nous ne resterons pas assis en attendant que la marée politique change toute seule. Nous devons regagner notre confiance en nous et en nos idées révolutionnaires et créer des possibilités d'imposer des changements. (...) Différentes méthodes d'action peuvent se renforcer les unes les autres afin de construire une opposition politique. Cela permettrait à beaucoup plus de gens de participer et nous pourrions nous débarrasser de cette étiquette stigmatisante de militants rebelles et «violents». Nous avons eu des expériences positives, sur ce plan, avec les campagnes contre l'AMI. Nous avons, par exemple, occupé le ministère de l'Economie, organisé des manifestations et diffusé une lettre ouverte.

Si l'initiative pour le Réseau des associations de base réussit, ce sera au terme d'un long processus. Tous les groupes, les mouvements, ont leur passé, leurs visions et leurs expériences particulières. Ils ont leurs propres méthodes, leur culture politique spécifique, leurs qualités et leurs points forts, mais aussi leurs obsessions et leurs points faibles. Néanmoins, en participant à un processus international de coordination des luttes, ce réseau pourrait nous donner l'assurance que ces problèmes peuvent être surmontés. Et cette dimension nous a certainement manqué dans les tentatives antérieures de combattre la crise de la gauche révolutionnaire.

### **III – Sur le Manifeste de l'AMP**

Les rédacteurs du Manifeste ont analysé avec justesse le racisme, le sexisme, l'homophobie et le nationalisme en relation avec le capitalisme. Mais ils ont aussi placé la destruction de l'environnement, la culture et l'éducation dans un cadre d'analyse plus vaste. Il est remarquable que la destruction de l'environnement soit l'un des thèmes récurrents du Manifeste. Cela représente un progrès important par rapport aux analyses anticapitalistes traditionnelles. De même, les conséquences spécifiques du «libre-échange» pour les femmes sont mentionnées, dans un paragraphe séparé. Nous sommes d'accord à peu près d'accord avec son contenu, mais malheureusement il manque à ce texte une analyse réellement antipatriarcale. Celle-ci ne devrait pas se limiter à un seul paragraphe, mais être la base d'une vision globale de la «mondialisation».

Le patriarcat est une forme de société fondée sur le pouvoir des hommes sur les femmes. Ce pouvoir et cette relation de pouvoir coïncident avec une idéologie dans laquelle le prétendu «masculin-rationnel» est placé au-dessus du «féminin-naturel». C'est pourquoi tout élément ou toute personne lié à la sphère «féminine-naturelle» se retrouve au bas de l'échelle sociale et sera soumis à l'exploitation, la répression et la destruction: les femmes, les individus non blancs, les pauvres, les enfants, les handicapés mentaux ou physiques, les animaux et la nature elle-même. Ces groupes peuvent être aisément transformés en «objets naturels», sur lesquels toutes sortes d'interventions seront justifiées. Toutes les sociétés patriarcales partagent ce type de pensée binaire, même si c'est sous des formes historiques différentes.

Bien que le patriarcat concerne en priorité les rapports entre les hommes et les femmes, il ne se limite pas à cela. On peut critiquer toutes les sphères de la société à partir d'un point de vue antipatriarcal. Si l'on associe anticapitalisme et analyse antipatriarcale on dispose alors d'un éventail plus large de concepts et de cadres d'analyse pour comprendre les processus du pouvoir impliqués dans le «libre-échange», que si l'on a une vision purement anticapitaliste. Et ce d'autant plus que toutes les décisions politiques et économiques ne sont pas fondées sur des considérations purement capitalistes. Les processus de pouvoir patriarcaux et même le machisme peuvent jouer un rôle. L'analyse antipatriarcale est beaucoup moins développée et approfondie que l'analyse anticapitaliste. Il est rare que l'on combine les deux. Nous pensons que le développement d'une telle combinaison est absolument nécessaire si nous voulons créer une nouvelle perspective politique et une nouvelle inspiration pour la gauche révolutionnaire. Un nouveau point de vue nous amènera à définir de nouvelles stratégies, de nouvelles formes d'action et de nouvelles structures organisationnelles.

À titre d'exemple, nous voudrions réfléchir à deux sujets très différents qui ne sont pas abordés dans les analyses anticapitalistes les plus répandues et dans le Manifeste de l'AMP: la politique démographique et la libération des animaux. Nous ne voulons pas présenter une analyse détaillée, mais souhaitons seulement montrer comment une analyse antipatriarcale pourrait renforcer l'analyse de l'AMP.

Tout d'abord, nous voudrions préciser quelques points sur la politique démographique. Une stratégie combinant les visions antipatriarcale et anticapitaliste cernerait un élément fondamental qui maintient le capitalisme en vie: l'économie de subsistance. Elle se déploie hors de portée du Capital, dans la sphère de reproduction et à l'échelle locale. Ce système économique informel constitue un filet de sécurité non payé pour les travailleurs qui ne gagnent pas assez pour survivre. Ils dépendent de ce que leur petit champ peut produire pour eux-mêmes. La préparation des aliments, les soins apportés aux enfants et aux personnes âgées font partie de cette économie «de

l'ombre» ou informelle. Le texte de l'AMP mentionne avec raison que c'est surtout le travail des femmes. Sans ce travail «de l'ombre», essentiellement féminin, les travailleurs sous-payés ou au chômage ne pourraient pas survivre et ne seraient donc pas exploitables par le Capital. Ainsi, sans cette économie de subsistance, on peut dire que le capitalisme n'existerait pas. Dans les statistiques économiques officielles, ce facteur ne joue pas un rôle important, et les économistes de gauche ne l'intègrent généralement pas dans leurs raisonnements théoriques.

Cependant, l'Etat intervient de façon importante dans la sphère de la subsistance et la vie des femmes concernées. Il le fait, entre autres, grâce aux programmes démographiques qui coïncident toujours avec des programmes d'ajustement structurel, menés dans les pays pauvres et supervisés par le FMI et la Banque mondiale. Dans ces programmes démographiques, la majorité de ceux qui survivent grâce à l'économie de subsistance sont traités comme s'il s'agissait d'une «surpopulation». On ne juge pas qu'ils sont nécessaires à l'économie capitaliste. Les décideurs essaient donc de réduire la «surpopulation» en lançant, par exemple, des programmes de stérilisation forcée des femmes. Le fait que, dans ces programmes démographiques, les principales cibles soient les corps des femmes ne peut être compris dans le cadre d'une simple analyse anticapitaliste. Les opérations de stérilisations prennent beaucoup moins de temps et sont beaucoup plus économiques sur des hommes.

Cependant, dès qu'un phénomène «naturel» comme la reproduction est en jeu, les décideurs politiques mâles pensent uniquement aux femmes. Et ce, d'autant plus facilement que ces hommes sont élevés dans l'idée que les femmes ne sont que des objets. Bien que plus de 100 millions de femmes des pays pauvres aient été stérilisées durant les 20 dernières années, beaucoup d'entre elles sous la contrainte ou sous de faux prétextes, la question de la politique démographique n'est pas mentionnée dans le Manifeste de l'AMP.

On peut aussi se servir de l'analyse antipatriarcale pour étudier une question tout à fait différente: celle du traitement des animaux. Les auteurs du Manifeste de l'AMP affirment incidemment que les animaux ne sont pas une marchandise, mais nos «moyens d'existence» et nos «ressources naturelles».

Nous pensons que les animaux ne sont pas des choses, mais des êtres vivants qui peuvent souffrir et ont une valeur propre. Le mouvement de libération des animaux a permis des avancées importantes en ce qui concerne la combinaison des analyses anticapitaliste et antipatriarcale de la relation entre les hommes (ou les femmes) et les animaux. Plusieurs membres de *De Fabel van de illegaal* soutiennent la libération des animaux et sont *vegan*<sup>(1)</sup>. À l'intérieur de la gauche révolutionnaire des pays riches les conceptions sur les rapports entre les hommes (ou les femmes) et les animaux ont considérablement changé. Souvent, cependant, les libérateurs des animaux et les *vegans* sont encore considérés comme des dingues. Nous ne pensons pas que ce soit une bonne chose de vouloir convertir le reste de l'humanité au véganisme. Dans beaucoup de pays pauvres, de nombreuses personnes dépendent complètement de la vente et de la consommation des produits animaux. La libération des animaux est inimaginable dans ce contexte. Mais l'élevage industriel est tout aussi inimaginable dans les pays riches. Inimaginablement cruel. Nous croyons qu'une condamnation de l'élevage industriel dans le manifeste de l'AMP serait utile, ne serait-ce que pour illustrer à quel point le patriarcat et le capitalisme peuvent avoir des effets destructeurs et inhumains presque illimités. Aux Pays-Bas, nous souhaiterions combattre pour une libération totale des animaux.

### «Rien au-delà des lois capitalistes»?

Selon l'idéologie néo-libérale, le «libre-échange» et la «mondialisation» économique seraient inévitables. Les phénomènes économiques et sociaux actuels sont traités comme l'effet de lois naturelles et même présentés comme démocratiques: chacun y serait soumis de la même façon. En réalité, ces «lois» et ces «règles» du jeu capitaliste ne sont valables que pour les petits joueurs, les travailleurs et les consommateurs. Les gros joueurs, comme les multinationales, par exemple, peuvent manipuler et même violer ces «lois» par des manœuvres et avec l'aide des institutions de régulation internationale.

C'est en secret que les cartels concluent des accords et que les gouvernements décident d'investir dans de nouvelles technologies. De plus les Etats utilisent la violence militaire pour corriger les évolutions qui ne leur conviennent pas sur le marché. Parfois les marchés des pays pauvres sont littéralement conquis après que les pays riches ont divisé leurs «parts de marché» et leurs «sphères d'influence». De même, des branches industrielles prospères dans des pays pauvres sont détruites par la force militaire, si elles deviennent trop influentes et commencent à menacer la domination occidentale. Par exemple, il y a deux siècles, la Grande-Bretagne a complètement détruit l'industrie textile indienne par la violence militaire quand cette branche menaçait les Britanniques. Aujourd'hui, de nombreuses actions et campagnes menées par les syndicats ou les organisations de consommateurs sont réprimées par la violence. Et il y a aussi la violence quotidienne «normale» et les menaces auxquelles sont confrontés tous ceux qui n'adhèrent pas aux règles de la société capitaliste.

Les rédacteurs du Manifeste de l'AMP ne s'intéressent guère à la violence «au-delà des lois capitalistes». Leur analyse semble se limiter aux relations de pouvoir économiques. C'est un choix étonnant parce que de nombreuses organisations membres de l'AMP sont directement affectées par la répression à un niveau difficilement imaginable pour nous qui vivons en Europe occidentale. Les meurtres commis par des escadrons de la mort ne sont pas rares. Dans les pays pauvres, il n'y a même pas, comme en Europe, l'illusion d'une société civile capitaliste dans laquelle les problèmes sociaux seraient résolus dans le cadre d'un débat ouvert et démocratique. L'AMP pense-t-elle pouvoir échapper à l'escalade de la violence en enfouissant sa tête dans le sable?

Nous soupçonnons que l'AMP choisit délibérément de présenter une analyse naïve et réservée afin d'avancer, avec plus de crédibilité, son idée de l'action directe. Lorsqu'on prône des actions ouvertes, massives et de désobéissance civile, on part généralement du point de vue que l'adversaire ne recourra pas immédiatement à une violence grave ou mortelle. Avec de telles actions on compte sur le «fair play» et l'éthique de l'adversaire, ou alors, on juge que l'on n'a pas intérêt, sur le plan tactique, à mener soi-même une intervention dure et directe.

Avec le concept d'action directe, l'AMP semble éviter la logique militaire à laquelle ont succombé plusieurs mouvements militants de gauche: les luttes physiques dans lesquelles le combat politique passe de plus en plus au second plan, spécialement pour le reste de la population. Il est plus facile pour les gens «ordinaires» de participer à une action directe s'ils ne craignent pas pour leur vie. L'action directe offre ainsi la possibilité de construire un mouvement révolutionnaire plus large, légal, et de mener des actions sur le plan de la culture.

Il est intéressant que les organisations membres de l'AMP écrivent qu'elles ne se dissocient pas «d'autres formes d'action dans certaines circonstances». Cela ne nous surprend pas. Les zapatistes mexicains, l'une des organisations représentées au Comité directeur de l'AMP, par exemple, veulent instaurer un débat et une action politiques au sein de la société civile d'un côté, et, de l'autre, une auto-organisation militaire qui découle d'une méfiance fondamentale, et justifiée, envers les autorités. En même temps, ils savent qu'ils ne pourront pas remporter la victoire lors d'une confrontation militaire et placent donc leurs espoirs en un équilibre instable entre ces deux stratégies.

Qu'est-ce que cela signifie pour les activités politiques aux Pays-Bas? Pas grand-chose, parce que les actions militantes illégales sont virtuellement inexistantes dans ce pays. Néanmoins, *De Fabel van de illegaal*, pour des raisons de principe, ne se désolidarise pas de ces actions sur la base de leur «illégalité». Nous pensons qu'un réseau comme l'AMP ne devrait pas non plus s'en désolidariser. Et même pas quand on estime une telle action inadéquate d'un point de vue tactique à un certain moment. Après tout, les actions militantes et illégales vont de pair avec la politique qui lutte pour des changements fondamentaux: les révolutions sont illégales par définition. Ce n'est pas pour autant que nous souhaitons placer les actions militantes illégales sur un piédestal. Nous pensons que les activités politiques quotidiennes sont indispensables pour un mouvement révolutionnaire. Et la «radicalité» d'une action se trouve bien sûr dans ses buts, pas dans ses moyens.

### **Le peuple et la démocratie de base**

Le Manifeste utilise surtout le concept de «peuple» sans faire référence à sa «base». Nous ne savons pas si l'AMP utilise le concept de «peuple» comme une sorte de distinction de classe, ou dans un sens plus nationaliste.

Nous n'estimons guère les analyses faites en termes de «peuple». Ceux qui utilisent ce concept présument presque toujours qu'il existe une sorte d'unité naturelle éternelle, comme si un «peuple» était une chose évidente. La création d'un «peuple» résulte toujours d'un combat social ou politique. Si le concept de «peuple» est employé par un mouvement de libération nationale contre la domination coloniale, nous pouvons imaginer que cela fait référence à une idéologie vaguement de gauche. Mais, dans les pays riches, nous ne pouvons accorder aucune valeur positive à ce type de pensée. «Le peuple néerlandais» est un concept raciste utilisé pour exclure et réprimer les habitants des pays pauvres. Il est incompatible avec toute solidarité internationale.

De plus, comment pouvons-nous nous sentir solidaires d'un «peuple» avec toutes ses contradictions et différences internes? Dans la création d'un «peuple» il entre habituellement une grande proportion de violence. Souvent, il faut plusieurs générations avant que quelqu'un puisse s'identifier avec l'unicité culturelle supposée de son peuple. Le fait de penser en termes de «peuple» est habituellement promu par l'élite dirigeante. Par conséquent, le terme est conservateur par définition parce qu'il repousse la lutte de classe et la bataille des sexes à l'arrière-plan. Ces deux combats ne contribuent pas à l'unité du peuple. *De Fabel van de illegaal* ne cherche pas à exprimer sa solidarité avec des «peuples», mais avec des organisations de la gauche révolutionnaire et des mouvements de base dans le monde.

Aux Pays-Bas, nous centrons notre lutte pour la coopération avec les quelques petites organisations horizontales qui sont encore actives. Nous nous intéressons surtout aux groupes politiques qui, comme nous, cherchent à s'implanter dans la partie la plus radicale des mouvements sociaux des années 1970 et 1980, et qui se distinguent par leur autonomie, leur capacité à agir et leur

degré élevé de sentiment collectif. Bien que leur lutte se limite à une zone spécifique, toutes ces organisations défendent une vision révolutionnaire du monde.

Cela contraste avec les organisations que l'on appelle «non gouvernementales», par commodité maintenant, même si les organisations de base sont bien sûr, elles aussi, non gouvernementales. Les ONG sont le plus souvent des associations caritatives ou des lobbies qui cherchent à toucher des donateurs réguliers, riches ou en tout aisés. Ces groupes sont rarement organisés à la base, et ne représentent aucun mouvement de base, même si certains le prétendent. Les ONG appartiennent à la classe moyenne politique. C'est précisément leur statut apparemment indépendant qui leur permet parfois de jouer un rôle clé pour appliquer une politique gouvernementale. Les ONG, telles que Vluchtelingenwerk (Association pour le travail des réfugiés) aux Pays-Bas agissent souvent comme une simple extension de l'Etat néerlandais. Aujourd'hui, certaines grandes ONG n'hésitent pas à conclure des accords publicitaires lucratifs avec les multinationales. Bien que les ONG critiquent parfois une politique spécifique ou une entreprise particulière, elles travaillent rarement à partir d'une vision vraiment de gauche. Elles n'aiment donc pas utiliser des expressions telles que «lutte politique» ou «solidarité internationale». Beaucoup d'ONG ont maintenant commencé à penser en termes de marché et donc ajusté leur message. C'est ainsi que les plus grosses ONG commencent à ressembler de plus en plus à des entreprises commerciales.

Dans plusieurs déclarations antérieures, l'AMP a pris ses distances avec les ONG et leurs méthodes de lobbying. Nous approuvons cette attitude. Le lobbying dans les coulisses est l'expression d'une politique très antidémocratique, qui prive la «base» de tout pouvoir. Malheureusement le Manifeste n'aborde pas ces questions. Peut-être les rédacteurs ne veulent-ils pas empiéter sur des débats futurs. Mais il est plus probable que les organisations membres de l'AMP savent que les ONG ont d'autres intérêts et peuvent se retourner contre elles à un moment donné. Ici, dans les pays riches, il est beaucoup plus difficile, pour la majorité des gens, de distinguer de telles différences politiques. C'est pourquoi nous pensons qu'il est important de faire la différence entre les ONG et les organisations de base. Nous adressons de sévères critiques à toutes les organisations verticales, qu'il s'agisse de l'Etat, des entreprises ou des ONG.

Cela ne signifie pas pour autant que nous rejetons toutes les activités des ONG. En fait nous devons continuer à travailler avec elles. C'est une nécessité en ce qui nous concerne. Coopérer avec elles est crucial pour la construction de nos propres structures révolutionnaires. Nous souhaitons utiliser la tension dialectique entre ces deux objectifs pour nous renforcer. D'un côté, la construction de nos propres structures n'a pas de sens si nous n'arrivons pas à les pousser à travailler parfois avec nous. L'histoire depuis la Seconde Guerre mondiale nous enseigne que la gauche révolutionnaire, dans les pays riches, n'a jamais réussi à défendre ses propres idées sans l'aide des fractions «progressistes» de la société. Et nous pensons que, pendant longtemps, nous manquerons de cette capacité à faire passer tout seuls nos idées. Sans cette aide nous sommes trop isolés.

D'un autre côté, l'unité avec ces organisations est parfois sans intérêt si nous ne possédons pas le pouvoir politique de nous montrer fermes dans ces coalitions. Si l'on a une solide implantation locale, on peut coordonner des activités temporaires, dans certaines campagnes soigneusement choisies, avec certaines ONG sans craindre ni d'être prisonniers d'elles ni de perdre notre identité. Nous devons veiller à centrer toutes nos activités sur des changements fondamentaux, aussi petits soient-ils, et non en vue de consolider le système. Nous ne devons faire aucun compromis sur nos principes.

1. «Un végétarien est forcément végétalien: pas de viande, poisson, produits laitiers, œufs, miel, produits dérivés d'animaux. (...) un végétarien ne mange rien d'origine animale, mais il ne porte rien d'origine animale non plus (fourrure, cuir, laine, soie) et n'utilise pas de produits testés sur les animaux. Toujours dans cette logique, le végétarisme refuse de cautionner des choses comme les zoos, les cirques avec animaux, et bien sûr tout ce qui est corridas et autres spectacles de souffrance animale.» (définition fournie sur Internet par «Vegan Kitty» sur Yahoo.)